

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 753

Artikel: La droite rappelée à l'ordre
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017221>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOUCIS

Fièvres bancaires

Battage bien organisé, début novembre, à l'occasion d'une prise de participation de l'UBS à l'entreprise londonienne de courtage Phillips and Drew. Deux raisons officielles à cet achat: l'ouverture de la place financière anglaise aux sociétés internationales et la charge fiscale pesant sur les transactions sur titres en Suisse.

Et certains commentateurs économiques d'enchaîner: attention, la place financière suisse est en danger, concurrencée par d'autres aux Etats-Unis, en Europe et même en Asie, qui savent offrir des conditions plus favorables. Les 600 postes de travail de Phillips and Drew auraient pu être créés en Suisse, si la charge fiscale sur les papiers-valeur était plus modeste. Bref, ne tarissons pas le lait de la vache — banques suisses — qui nous fait vivre. D'autant plus que le peuple suisse, en rejetant sèchement l'initiative populaire sur les banques, a montré son désir de conserver une place financière concurrentielle.

ZURICH

La droite rappelée à l'ordre

Voilà deux ans, profitant du retrait du populaire président de la Ville de Zurich, Sigmund Widmer (Alliance des Indépendants), les partis bourgeois réussissent à conquérir la majorité à l'Exécutif municipal, une situation qu'ils n'avaient plus connue depuis 1928.

A la tête de la capitale économique de la Suisse, les électeurs désignent un jeune loup ambitieux, Thomas Wagner. Dans le même élan, et contre toute attente, la droite bourgeoise remporte également la majorité des sièges au Législatif. Promesse d'une

Autre son de cloche — et coup de griffe en guise de cadeau d'adieu? — de la part du président sortant de la Banque Nationale Suisse, s'exprimant devant un parterre de journalistes zurichois: inquiétude exagérée! Par rapport à l'étranger, la taxation des établissements bancaires est relativement faible en Suisse; les banques cherchent à alerter l'opinion en profitant de la situation créée par le rejet de l'initiative socialiste. L'intérêt du capital, en somme. Autocritique enfin, de la part d'un des banquiers privés zurichois, Nicolas Bär, de la banque Julius Bär, dans une interview à l'agence Reuter. Les banques suisses sont en recul dans un secteur où elles ont toujours brillé, la gestion de fortune. Les commissions qu'elles prélèvent sont trop élevées et leur comportement trop conservateur.

Soucis bancaires suisses. Trois points de vue bancaires. On aurait apprécié une prise de position du Parti socialiste suisse: les grands sujets politiques perdurent, même au-delà d'une défaite devant le peuple. Quand on a pris l'initiative — et à juste titre — d'agiter le problème face à l'opinion — le rôle des banques dans l'économie suisse — on ne laisse pas le terrain ensuite à ses adversaires.

ère nouvelle pour la métropole de la Limmat, gestion efficace et garantie d'une politique cohérente. C'est du moins ce que proclamaient les intéressés et ce que pronostiquaient les commentateurs.

Deux ans après, le bilan n'est pas à la hauteur des espérances. La justice zurichoise a dû, à plusieurs reprises, rappeler à l'ordre la Municipalité pour qu'elle respecte les procédures légales: une limitation de circulation dans une rue du centre est rapportée, pour manque de base légale; tout dernièrement, une autorisation de construire accordée au groupe Kleinert (place Cornavin à Genève, les Terreaux à Lausanne) est annulée pour dérogations trop généreuses.

L'Exécutif zurichois, après avoir prévu des coupes importantes dans les subventions culturelles, est

obligé de faire marche arrière devant le concert de protestations.

Enfin, et c'est le gros morceau, le chantier de la Maison des congrès se révèle être un gouffre financier; la réalisation ne pourra être sauvée que par une société appelée au secours et dirigée par l'ex-PDG de la Migros, Pierre Arnold.

Mentionnons encore la mauvaise humeur des citoyens qui infligent coup sur coup plusieurs désaveux à leur édiles: acceptation de l'initiative de l'Action nationale sur les zones vertes — coût estimé à des centaines de millions — pour une zone de détente, contre les immeubles-tours.

Bref, l'Exécutif zurichois est en mauvaise posture. La grogne a même gagné la «base» des partis bourgeois. La gauche saura-t-elle profiter de ces erreurs et des lacunes de gestion évidentes de la nouvelle équipe pour jeter les bases d'un contre-pouvoir souhaitable à la toute-puissance de la droite économique et financière? Ou continuera-t-elle à s'entre-déchirer? Suite au prochain épisode.

DÉBAT SCOLAIRE VAUDOIS

La démocratie cynique

L'initiative scolaire, dans le canton de Vaud, suscite un débat dont l'enjeu dépasse les structures scolaires. Nous avons dit, déjà, combien le public, celui qui vient pour s'informer, était allergique aux tentatives de politisation du sujet. D'où un certain désarroi chez ceux qui, à court d'arguments, aiment à faire jouer les réflexes conditionnés en agitant du rouge.

En revanche, la campagne par tract «tous ménages» a vu les opposants donner l'image quasi caricaturale du cynisme publicitaire, selon des schémas archi-connus.

Répetons l'exercice!

La propagande, puisqu'il faut dire des choses qui frappent en quelques mots, est fatalement grossissante et déformante. Pas de quoi s'alarmer.